

PREFECTURE DE LA CORREZE

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT**

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

BUREAU 3

REF :

~~~~~  
**Arrêté préfectoral d'autorisation de renouvellement,  
d'extension et de transfert d'exploitant au bénéfice de la  
société TARMAC Granulats pour la carrière située aux lieux-  
dits "Faucou", "Le Rouchou" et "Puy Chamnard" sur la  
commune d'Uzerche.**

N° 20060075

Le préfet de la Corrèze,  
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,

- VU le code minier ;
- VU le code de l'environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive ;
- VU le décret n° 72-645 du 4 juillet 1972 relatif à la police des carrières ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 mai 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, notamment les rubriques n° 2510, 2515 et 2517 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 définissant le modèle d'attestation fixant les garanties financières prévues à l'article R516-2 du code de l'environnement susvisé ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux solides classées sous la rubrique 2517 ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 août 1980, accordant à M. PIGEON Daniel l'autorisation d'exploiter pendant 30 ans, la parcelle n° 6 section n°2, de la carrière située aux lieux-dits « Faucou », « Le Rouchou » et « Puy Chamnard » sur le territoire de la commune d'Uzerche ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 1982 prescrivant des mesures particulières pour l'exploitation de l'installation de traitement déclarée sous la rubrique 89 bis 2°, implantée aux lieux-dits « Faucou », « Le Rouchou » et « Puy Chamnard » sur la commune d'Uzerche ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1992, accordant à M. PIGEON Daniel l'autorisation d'exploiter jusqu'au 13 août 2010, les parcelles n° 70p, 71p et 7 section AW, de la carrière située aux lieux-dits « Faucou », « Le Rouchou » et « Puy Chamnard » sur le territoire de la commune d'Uzerche ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juin 1999 imposant des garanties financières sur la carrière située aux lieux-dits « Faucou », « Le Rouchou » et « Puy Chammard » exploitée par la société PIGEON Daniel ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2000 portant approbation du schéma départemental des carrières de la Corrèze ;

VU l'autorisation de défrichement accordée le 29 août 2006 pour une durée de 30 ans sur les parcelles AW 96, 7 et 8 à Uzerche pour une superficie de 2 ha 28 ca ;

VU la demande déposée le 9 janvier 2007 en préfecture de la Corrèze par M. Patrick PIGEON, Président du directoire de la S.A.PIGEON, qui sollicite le renouvellement et l'extension de la carrière d'amphibolite et l'autorisation d'exploiter une installation de traitement des matériaux aux lieux-dits « Faucou », « Le Rouchou » et « Puy Chammard » sur le territoire de la commune d'Uzerche ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 avril 2007 portant mise à l'enquête publique, du 3 mai au 1<sup>er</sup> juin 2007, la demande susvisée ;

VU le courrier du 21 avril 2008 de la société TARMAC Granulats dont le siège social est situé rue du commandant Charcot 87220 FEYTIAT demandant le transfert d'exploitant à son nom suite au rachat le 1<sup>er</sup> janvier 2008 de la branche de fonds de commerce « extraction de carrières » de la société PIGEON SA ;

VU les plans, renseignements et engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact ;

VU les observations et les avis exprimés durant les enquêtes réglementaires ;

VU l'avis du commissaire enquêteur ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées ;

VU l'avis formulé par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites lors de sa séance du 18 novembre 2008 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la salubrité et la sécurité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la zone de stockage de matériaux traités se trouve sur la parcelle AW 76, 103, 105, 107 et 108 et que cette activité relève du régime déclaratif sous la rubrique 2517 qu'il convient de prendre en compte conformément à l'avis de la DIREN du 8 juillet 2007 ;

**CONSIDERANT** que l'article L515-1 du code de l'environnement limite à 15 ans l'autorisation d'exploiter une carrière dès lors qu'une demande de défrichement est nécessaire sauf à justifier de la présence d'une industrie transformatrice nécessitant des investissements lourds ;

**CONSIDERANT** que les parcelles concernées par l'autorisation de défrichement délivrée le 29 août 2006 seront exploitées dès la première phase et ce jusqu'à la sixième phase sur la parcelle 96 section AW ;

**CONSIDERANT** qu'il est démontré dans les courriers du 10 janvier 2008 et du 22 janvier 2008 rédigés par le pétitionnaire que le traitement des matériaux nécessite des investissements lourds ;

**CONSIDERANT** que les conditions pour obtenir une autorisation d'exploiter cette carrière au-delà des 15 ans fixés à l'article L515-1 du code de l'environnement sont remplies ;

**CONSIDERANT** que le projet d'arrêté a été communiqué au pétitionnaire conformément à la loi ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture de la Corrèze ;

# ARRÊTE

## TITRE I - DONNEES GENERALES A L'AUTORISATION

### ARTICLE 1.1 - AUTORISATION

La société TARMAC Granulats dont le siège social est situé rue du commandant Charcot 87220 FEYTIAT, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à se substituer à la S.A. PIGEON, dont le siège social est situé avenue de la Gare - 19140 - Uzerche, à poursuivre et à étendre l'exploitation de sa carrière à ciel ouvert d'amphibolite et à exploiter une installation de traitement des matériaux, aux lieux-dits « Le Rouchou » et « Puy Chammard », sur le territoire de la commune d'Uzerche.

Les parcelles concernées par l'autorisation, d'une superficie de 136 276 m<sup>2</sup>, sont répertoriées dans le tableau suivant :

| Lieu-dit     | Demande                    | Section AW Parcelles n°              | Superficie (m <sup>2</sup> ) |
|--------------|----------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| Le Rouchou   | Renouvellement             | 7, 70, 71, 118 et 119                | 53 119                       |
| Le Rouchou   | Extension                  | 8, 11, 74, 121 et 122                | 68 965                       |
| Puy Chammard |                            | 78, 79, 81, 84, 95, 96, 97 et 98     |                              |
| Le Rouchou   | Installation de traitement | 73                                   | 1 912                        |
| Le Rouchou   | Stockage de matériaux      | 76 pour partie, 103, 105, 107 et 108 | 12 280                       |

L'autorisation d'exploiter la carrière et l'installation de traitement des matériaux est accordée, sous réserve des droits des tiers, pour une durée de 30 ans. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, soit une surface totale de 136 276 m<sup>2</sup>.

La durée de l'autorisation d'exploiter inclut la remise en état totale des surfaces autorisées. Toutes les opérations d'extraction de matériaux commercialisables seront achevées au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation.

Cette autorisation, délivrée en application du code de l'environnement, ne dispense pas le bénéficiaire d'obtenir toutes autres autorisations exigées par les lois et règlements en vigueur.

Elle cessera de produire effet si la carrière reste inexploitée pendant plus de 2 années consécutives sauf cas de force majeure. Passé ce délai, la reprise de l'activité est subordonnée à une nouvelle autorisation.

Les réserves exploitables estimées dans le cadre du périmètre de cette autorisation sont de 4 000 kt environ et la production annuelle maximum de la carrière est limitée à 140 000 t.

Les prescriptions du présent arrêté annulent et remplacent les prescriptions des arrêtés préfectoraux des 13 août 1980, 7 juin 1982, 15 septembre 1992 et 2 juin 1999 réglementant antérieurement l'établissement.

### ARTICLE 1.2 - RUBRIQUES VISEES

Les activités visées par le présent arrêté sont rangées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

| Rubrique de la nomenclature | Désignation des installations   | Volume des activités                                            | Régime       |
|-----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------|
| 2510.1°                     | Exploitation de carrière        | Production annuelle maximale : 140 000 t<br>moyenne : 120 000 t | Autorisation |
| 2515.1°                     | Installations de traitement     | Puissance installée : 300 kW                                    | Autorisation |
| 2517                        | Station de transit de matériaux | 30 000 m <sup>3</sup>                                           | Déclaration  |

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des installations classables et non classables de la nomenclature des installations classées présentes sur le site.

Les installations classées sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et aux descriptifs joints à la demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et au plan annexé ainsi qu'aux dispositions réglementaires en vigueur.

#### ARTICLE 1.3 - DECLARATIONS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qu'ils soient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ou qu'ils aient entraîné la mort ou des blessures graves aux personnes.

Devront être déclarés en particulier :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumée, de gaz irritants, toxiques ou odorants,
- toute modification de l'installation, de son mode d'utilisation ou de son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, avec tous les éléments d'appréciation.

De plus, tout fait, incident ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts énumérés à l'article 107 du code minier doit sans délai être porté par l'exploitant à la connaissance du préfet et du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et, lorsque la sécurité publique est compromise et qu'il y a péril imminent, à celle du maire.

Dès l'achèvement des travaux préliminaires prévus à l'article 2.1, l'exploitant en informera le préfet en lui adressant, en 3 exemplaires, la déclaration de début d'exploitation en vue de procéder à la formalité prévue à l'article R516-2 du code de l'environnement.

Cette déclaration est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières (article 2.4 ci-après) ainsi que d'un plan réalisé par un géomètre relatif au bornage du site.

#### ARTICLE 1.4 – CONTROLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, des prélèvements, mesures ou analyses complémentaires (eaux, bruits, vibrations, poussières, etc.) peuvent être demandés à tout moment à l'exploitant par l'Inspection des Installations Classées.

Le coût des contrôles et analyses et de manière générale, des travaux rendus nécessaires pour l'application du présent arrêté, est à la charge de l'exploitant.

#### ARTICLE 1.5 - DOSSIER

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant :

- le présent arrêté d'autorisation ainsi que les arrêtés complémentaires ou modificatifs ultérieurs qui s'y rattachent,
- le dossier de demande d'autorisation,
- le plan détaillé de l'exploitation dont la mise à jour annuelle doit être adressée à l'inspection des installations classées et sur lequel seront reportés les parcelles cadastrales, les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs, les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres, les bords des excavations et les zones remises en état,
- les résultats des mesures et analyses sur les rejets aqueux, atmosphériques, le bruit, ...,
- les rapports des visites et des vérifications réalisées en interne ou par des intervenants ou organismes externes, et notamment les vérifications des installations électriques, des appareils de levage, des équipements sous pression, et tous contrôles liés à la protection de l'environnement, des tiers ou à la sécurité,
- tous documents établis en application du présent arrêté permettant de vérifier sa bonne application.

## TITRE II - EXPLOITATION

### ARTICLE 2.1 - DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

1. L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux portant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
2. Préalablement à la poursuite de l'exploitation de cette carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer des bornes à tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et une borne de nivellement pour vérifier les cotes d'altitude N.G.F.  
Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
3. Préalablement à la poursuite de l'exploitation de cette carrière à ciel ouvert, une piste reliant directement le point d'extraction aux installations de traitement des matériaux sans utiliser la voirie départementale (RD 142) sera réalisée et mise en service.
4. L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
5. L'accès à la voirie publique est aménagé conformément au dossier de demande de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.
6. Des panneaux indiquant la traversée d'engins entre la carrière et la zone réservée exclusivement au stockage des matériaux sur les parcelles AW 76, 103, 105, 107 et 108 devront être apposés de chaque côté de la RD 142 afin d'informer les utilisateurs de cette voirie départementale de la présence éventuelle d'engins au travers de la chaussée. Le pétitionnaire prendra l'attache du gestionnaire de cette voirie afin d'obtenir l'autorisation d'y implanter ces panneaux et de participer au nettoyage de cette dernière au travers d'une convention signée entre les deux parties.
7. L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation devra être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger signalé par des pancartes.

### ARTICLE 2.2 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

L'extraction des matériaux sera réalisée conformément au plan annexé au présent arrêté qui précise également le phasage des travaux.

L'exploitation à ciel ouvert comportera les opérations suivantes :

- le défrichage et le décapage des stériles,
- l'abattage de la roche à l'explosif,
- le traitement des matériaux dans l'installation prévue à cet effet,
- le stockage des matériaux traités pour partie sur le site d'extraction et sur la zone dédiée exclusivement à cette activité sur les parcelles AW 76, 103, 105, 107 et 108 ;
- l'apport de déchets inertes conformément à l'article 2.2.3 du présent arrêté,
- le nivellement et la remise en état des terrains.

#### 1. Le défrichage

Limité aux besoins et au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation, le défrichage et le décapage seront réalisés de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles seront stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. La terre végétale, stockée sur une hauteur n'excédant pas 50 cm ou 2 m si elle est réutilisée dans un délai inférieur à 2 ans, sera obligatoirement maintenue sur le site et sa commercialisation est interdite.

Le défrichage et l'extraction de matériaux dans des zones couvertes par des espaces boisés classés inscrit au Plan Local d'Urbanisme d'Uzerche à l'intérieur du périmètre défini par le présent arrêté préfectoral sont interdits.

## 2. L'extraction

L'extraction de matériaux sur les parcelles section AW, n° 73, 76, 103, 105, 107 et 108, destinées à accueillir les installations de traitement des matériaux et les stocks de matériaux n'est pas autorisée.

Sur les parcelles autorisées non citées ci dessus et figurant dans le 1<sup>er</sup> tableau de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, l'abattage de matériaux sera réalisé par tirs de mines une fois par mois en moyenne avec une quantité totale d'explosifs limitée à 3 000 kg maximum, soit environ 40 trous avec une charge unitaire maximum d'explosifs de 73,75 kg.

Le carreau de la carrière ne pourra descendre sous la cote 292 m NGF. L'extraction sera conduite par paliers de 15 m de hauteur maximum. Elle se poursuivra dans le prolongement du carreau existant en se développant vers le sud est. Le talus naturel existant en bordure de la RD 142 à l'arrière des locaux administratifs est conservé.

Une bande de 30 m le long de la RD 142 ne sera pas exploitée.

Chaque front sera purgé après un tir et le sous-cavage est interdit.

Les plates-formes présenteront des dimensions suffisantes pour assurer la sécurité lors de l'évolution des engins.

Les matériaux seront repris au pied des fronts puis dirigés vers les installations en vue de leurs traitements.

## 3. Apport et enfouissement des déchets inertes

Le remblayage de la carrière jusqu'à une cote maximum de 327 m NGF est autorisé sous réserve du respect des dispositions contenues dans cet article.

Les déchets inertes acceptés sur le site, sont ceux figurant dans le dossier de demande d'autorisation ainsi qu'à l'annexe de l'arrêté ministériel du 15 mars 2006 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations, à savoir uniquement les codes déchets suivants :

- 15 01 07 ; Emballage en verre,
- 17 01 01 ; Béton,
- 17 01 02 ; Briques,
- 17 01 03 ; Tuiles et céramiques,
- 17 01 07 ; Mélanges de béton, briques, tuiles et céramique,
- 17 02 02 ; Verre,
- 17 05 04 ; Terres et pierres, à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et de terres et pierres provenant de sites contaminés,
- 19 12 05 ; Verre,
- 20 02 02 ; Terre et pierres, provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

Aucun déchet provenant de bâtiments :

- contaminés par des substances dangereuses inorganiques ou organiques, par exemple du fait de procédés de fabrication utilisés dans les bâtiments, de la pollution du sol, du stockage et de l'utilisation de pesticides ou d'autres substances dangereuses, etc., à moins qu'il apparaisse clairement que le bâtiment démolit n'était pas pollué de manière significative,
- traités, couverts ou peints avec des matériaux contenant des substances dangereuses en quantités significatives,

ne sera accepté sur ce site.

La présence et l'enfouissement de déchets d'amiante liés à des déchets inertes et de matériaux inertes pulvérulents sont interdits sur le site de la carrière.

Le volume de déchet apporté annuellement est de 40 000 m<sup>3</sup> soit 1 100 000 m<sup>3</sup> sur 30 ans.

Ces déchets inertes seront contrôlés de manière visuelle à l'arrivée sur site puis une fois déchargés sur l'aire étanche de tri. Tous déchets non-conformes à la liste ci-dessus seront soit restitués à leur propriétaire soit traités conformément aux dispositions de l'article 3.6 du présent arrêté.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leurs :

- provenance,
- quantité en m<sup>3</sup>,
- caractéristiques,
- moyen de transport utilisé et numéro minéralogique du véhicule,
- date d'entrée,
- le nom de la personne attestant de la conformité des déchets inertes acceptés.

La société tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées :

- un registre sur lequel sont répertoriés les éléments d'informations contenus dans les bordereaux de suivi, la date et le nom de la société qui s'est vu refuser le déversement de son chargement et les raisons,
- un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

#### 4. La remise en état

L'exploitant est tenu de remettre en état les lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature, inhérentes à l'exploitation, en respectant les surfaces et l'échéancier prévus dans le calcul des garanties financières (art. 2.4) et les principes décrits dans l'étude d'impact.

La fosse d'extraction sera remblayée jusqu'à la cote 327 m NGF et se raccordera par un talus à 45° au carreau de la carrière dans sa partie sud-est située à la cote 352 m NGF.

En fin d'exploitation, toutes les banquettes seront abattues et les éboulis seront conservés en pied des fronts de taille.

Les terres de découvertes seront de préférence remises en place directement sur le carreau de la carrière et dispersées si possible sur les éboulis créés lors de la destruction des banquettes. Elles seront réensemencées à partir d'espèces locales exclusivement.

Les surfaces sur lesquelles les terres de découvertes ou les horizons humifères auront été remis en place, ne devront plus être parcourues par les engins de chantier.

La falaise limitée au sud du site d'environ 40 m de hauteur existant à la signature du présent arrêté sera conservée. Elle sera purgée de tout bloc instable et une clôture informant le promeneur des dangers de chute en interdira l'accès par son sommet.

Un plan d'eau de 2 100 m<sup>2</sup> d'une profondeur de 2 à 3 m sera conservé en fin d'exploitation. Il sera nettoyé et débarrassé de ses fines qui seront utilisées dans le cadre du réaménagement du site. Un déversoir matérialisé par une canalisation de diamètre 100 mm minimum implantée à la cote de 324 m NGF au niveau du plan d'eau passera sous la RD 142 avec l'accord du gestionnaire de la voirie pour se déverser dans un ruisseau reliant la Vézère.

Le site sera libéré en fin d'exploitation de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

L'exploitant notifiera au préfet la fin de l'exploitation de la carrière au plus tard six mois avant la date d'expiration de l'autorisation. Cette notification sera accompagnée des pièces prévues à l'article R512-74 du code de l'environnement, soit :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photographies),
- le plan prévisionnel de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site portant sur la totalité des surfaces exploitées depuis l'origine, accompagné d'un plan de la remise en état effectivement réalisée pour l'ensemble du site.

L'achèvement de l'ensemble des opérations de remise en état devra être effectif à la date d'expiration de l'autorisation d'exploiter ou 6 mois après l'arrêt anticipé des travaux d'extraction.

## ARTICLE 2.3 – DISTANCES DE SECURITE ET ZONES DE PROTECTION

1. Le bord de l'excavation sera maintenu à une distance horizontale des limites de l'autorisation telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. Cette bande inexploitée sera portée à 30 m le long de la RD 142.
2. Le plancher de l'exploitation sera arrêté à la cote 292 m NGF dans sa partie nord-ouest et 352 m à l'extrémité de sa partie sud-est.

## ARTICLE 2.4 - GARANTIES FINANCIERES

1. L'exploitation sera menée de telle manière que les surfaces totales à réaménager S1, S2 et S3 définies dans l'arrêté ministériel du 10 février 1998 restent constamment inférieures aux valeurs suivantes :

| Phases d'exploitation | Surfaces en ha |      |      |
|-----------------------|----------------|------|------|
|                       | S1             | S2   | S3   |
| 2008-2013             | 0,51           | 1,44 | 0,9  |
| 2013-2018             | 0,53           | 1,34 | 1,05 |
| 2018-2023             | 0,54           | 0,75 | 0,97 |
| 2023-2028             | 0,48           | 1,29 | 1,2  |
| 2028-2033             | 0,52           | 1,61 | 1,5  |
| 2033-2038             | 0,53           | 2,39 | 1,5  |

2. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune des périodes visées à l'alinéa précédent est fixé à :
  - 69 024 € indice TP 01 pour la 1<sup>ère</sup> période,
  - 68 434 € pour la 2<sup>ème</sup>,
  - 47 888 € pour la 3<sup>ème</sup>,
  - 68 501 € pour la 4<sup>ème</sup>,
  - 84 417 € pour la 5<sup>ème</sup>,
  - 110 203 € pour la dernière période.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant la constitution des nouvelles garanties financières dans un délai de 2 mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Ce document devra être conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996.

3. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance.
4. Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP 01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
5. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation des coûts de réaménagement est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
6. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement.  
Il sera fait appel aux garanties financières :
  - soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L514-1 du code de l'environnement ;
  - soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.
7. Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L514-11 du code de l'environnement.



8. Après achèvement de la remise en état et consultation du maire, le préfet fixe, par arrêté pris dans les formes prévues par l'article R512-31 du code de l'environnement, la date de levée de l'obligation de garanties financières. Une copie de cet arrêté est adressée à l'établissement garant.

### TITRE III - PREVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES

#### ARTICLE 3.1 - DISPOSITIONS GENERALES

La carrière, les installations de traitement des matériaux, les stocks de matériaux et la plate-forme de réception et d'enfouissement des déchets inertes sont exploités et remis en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisances par le bruit et l'impact visuel.

L'ensemble du site d'exploitation et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé doit être réalisé dans le respect des limites de Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) et Poids Total Roulant Autorisé (PTRA) fixées par le code de la route.

#### ARTICLE 3.2 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

1. Le ravitaillement des engins de chantier et toutes manipulations de produits dangereux tels qu'hydrocarbures sont réalisés sur une aire étanche. Les écoulements recueillis sur cette aire étanche seront pompés et traités dans une installation classée dûment autorisée à ce titre.
2. L'entretien courant des engins utilisés sur la carrière et sur la zone de stockage de matériaux traités pourra être réalisé sur site, sous réserve qu'il soit effectué sur une aire étanche raccordée à un séparateur à hydrocarbures. Les rejets dans le milieu naturel devront respecter les concentrations fixées à l'article 3.3.3 du présent arrêté. Les boues récupérées dans ce séparateur seront traitées conformément à l'article 3.6 du présent arrêté.
3. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
  - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés,
  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir.Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. La capacité de rétention ne peut pas être vidangée gravitairement ou par pompe à fonctionnement automatique.
4. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent pas être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets dans une installation classée dûment autorisée à ce titre.

#### ARTICLE 3.3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

##### 1. Prélèvement et consommation d'eau

L'eau provenant du réseau d'adduction publique ne pourra être utilisée qu'à des fins domestiques ou d'extinction incendie. En aucun cas elle ne pourra être utilisée à des fins industrielles.

Les eaux destinées à l'abattage des poussières ou tout autre procédé industriel seront prélevées dans le bassin de décantation du site.

Toute communication entre le réseau domestique et industriel est interdite.

## 2. Modalités de rejet

Tout rejet direct dans le milieu récepteur, sans traitement préalable, est interdit.

Des dispositifs d'arrêt des rejets vers le milieu naturel seront mis en place afin d'interrompre les rejets en cas d'incident.

### 2-1. Eaux de ruissellement sur la carrière et de procédé des installations

L'ensemble des eaux de ruissellement sur la carrière et les eaux collectées dans le caniveau ceinturant les installations de traitement des matériaux sont dirigées vers le bassin de décantation de 7 500 m<sup>3</sup> de capacité situé au niveau des parcelles n° 70, 71 et 119 à la cote de niveau 292 m NGF.

Une pompe d'exhaure d'un débit moyen de 50 m<sup>3</sup>/h, positionnée à une extrémité du bassin et séparée de ce dernier par une cloison perméable composée de granulats permet le rejet des eaux dans le fossé routier le long de la RD 142.

La société TARMAC GRANULATS prendra en charge proportionnellement au volume d'eau rejetée l'entretien du busage sous la RD 142 en accord avec le gestionnaire de cette voirie. Pour ce faire une convention sera signée entre les deux parties.

Les rejets devront respecter les seuils prévus à l'article 3.3.3 du présent arrêté.

Le bassin ne devra en aucun cas être en contact avec des déchets inertes provenant de l'extérieur.

### 2-2. Eaux de ruissellement sur la zone de stockage de matériaux traités

Aucun écoulement d'eaux pluviales ou d'arrosage des stocks ne pourra être rejeté directement dans le milieu naturel sans traitement. Le pétitionnaire transmettra dans un délai de 3 mois à dater de la signature du présent arrêté les modalités de traitement mises en place.

Les rejets devront respecter les seuils prévus à l'article 3.3.3 du présent arrêté.

### 2-3. Assainissement

Les dispositifs d'assainissement non collectifs des eaux sanitaires doivent être conformes à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et entretenus régulièrement.

## 3. Normes de rejet

Les eaux rejetées dans le fossé longeant la RD142 doivent respecter les valeurs limites suivantes :

| Paramètres                                         | Valeurs limites          |
|----------------------------------------------------|--------------------------|
| - Ph                                               | compris entre 5,5 et 8,5 |
| - Température                                      | < 30°C                   |
| - MEST (Norme NF T 90 105)                         | < 35 mg/l                |
| - DCO sur effluent non décanté (Norme NF T 90 101) | < 125 mg/l               |
| - Hydrocarbures totaux (Norme NF T 90 114)         | < 5 mg/l                 |

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

En outre, la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Ces rejets devront également être compatibles avec les objectifs de qualité des eaux de la Vézère (1B).

#### 4. Contrôle des rejets

Ces mesures, dont les premières seront à réaliser dans un délai de 6 mois à dater de la signature du présent arrêté, doivent être effectuées, une fois par an, en période pluvieuse pour contrôler la qualité des eaux rejetées. Les résultats des analyses, accompagnés de commentaires en cas de dépassement d'un ou des seuils fixés ci dessus, seront transmis à l'Inspection des Installations Classées.

#### ARTICLE 3.4 – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

1. L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, en particulier :
  - Les aires de chargement et les pistes de circulation doivent être arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.
  - Lorsque les conditions climatiques le justifieront, les stockages seront arrosés ou traités par tout procédé d'efficacité équivalente.

2. Tous les postes de l'installation de traitement des matériaux susceptibles de constituer des sources d'émissions de poussières (concasseur, cribles, convoyeurs, ...) doivent être équipés en tant que besoin de l'un des dispositifs suivants :
  - capotage complet retenant les poussières aux points d'émission,
  - bardage enfermant séparément ou globalement chacune des parties de l'installation,
  - pulvérisation d'eau assurant le confinement des poussières.

Ces dispositifs doivent être conçus et exploités de telle manière qu'ils ne laissent pas subsister d'émissions de poussières visibles. Ils doivent être correctement entretenus.

En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm<sup>3</sup>. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

3. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé, à la sécurité et à la salubrité publiques, à la production agricole, à la nature et à l'environnement, à la bonne conservation des sites et des monuments.
4. Le brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

#### ARTICLE 3.5 – PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS

##### 1. Principes

L'exploitation doit être menée et les installations doivent être construites, équipées et exploitées de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de porter atteinte à la santé et la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées.

Ces émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement | Emergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Sup. à 35 dB(A) et inf. ou égal à 45 dB(A)                                                                   | 6 dB(A)                                                                                        | 4 dB(A)                                                                                                 |
| Supérieur à 45 dB(A)                                                                                         | 5 dB(A)                                                                                        | 3 dB(A)                                                                                                 |

Les limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PERIODES                        | PERIODE DE JOUR<br>Allant de 7h à 22h,<br>(sauf dimanches et jours fériés) | PERIODE DE NUIT<br>Allant de 22h à 7h,<br>(ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A)                                                                   | 60 dB(A)                                                                        |

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie à l'annexe de l'arrêté du 23/01/97 (J.O. du 27/03/97).

## 2. Niveaux sonores

L'exploitant doit réaliser dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service de l'unité, à ses frais, des mesures des niveaux d'émission sonore de l'établissement par une personne ou un organisme qualifié. L'un des points de mesure lors du 1<sup>er</sup> exercice devra être situé au niveau du quartier « Le Champ » à Uzerche.

Ces mesures sont renouvelées au plus tard, tous les 3 ans après la première mesure, et le cas échéant, à la demande de l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures (émergence en zone réglementée et niveau de bruit en limite de propriété) sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation, avec les commentaires et les éventuelles propositions de l'exploitant.

## 3. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

## 4. Alarmes

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention, au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

## 5. Vibrations

5.1 Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les habitations avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.

5.2 La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

| Bande de fréquence en Hz | Pondération du signal |
|--------------------------|-----------------------|
| 1                        | 5                     |
| 5                        | 1                     |
| 30                       | 1                     |
| 80                       | 3/8                   |

Un contrôle du niveau des vibrations sera effectué lors du premier forage tir sur la zone d'extension. Les résultats seront transmis, accompagnés de commentaires, à l'inspection des installations classées. Cette campagne de mesures est renouvelée au plus tard, tous les 3 ans après la première mesure, et le cas échéant, à la demande de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 3.6 - DECHETS

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits ou découverts sur l'aire de tri, non conformes à la liste des déchets inertes admis à l'article 2.2.3 du présent arrêté, dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Il est interdit de stocker des déchets à l'intérieur de l'établissement sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements.

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

### ARTICLE 3.7 - TRANSPORT

Le transport des matériaux se fera par voie routière.

L'exploitant s'assurera du respect des règles de conduite sur le carreau de sa carrière.

Il assurera un contrôle des conditions de chargement des véhicules et prendra les mesures pour éviter tout déversement de matériaux sur la chaussée lors du transport (limitation du chargement si nécessaire) y compris auprès des véhicules extérieurs à l'entreprise dont les chauffeurs seront informés des conditions de circulation sur la voie publique.

## **TITRE IV - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE ET A L'HYGIENE**

### ARTICLE 4.1 - CIRCULATION DES VEHICULES

Les pistes de circulation feront l'objet d'un entretien régulier. Leur pente est limitée à 20 %. Elles seront munies de levées de matériaux ou de dispositif équivalent en bordure des talus qu'elles surplombent.

### ARTICLE 4.2 - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

#### 1. Principes généraux

Les installations doivent être pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et judicieusement répartis. Ceux-ci doivent être conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel doit être initié à leur utilisation et entraîné périodiquement à la lutte contre l'incendie.

Les installations doivent être implantées et aménagées de manière à pouvoir être facilement accessibles en toutes circonstances par les services de secours.

Les consignes incendie, établies par l'exploitant, ainsi que les numéros de téléphones des services de secours et du SAMU doivent être affichés bien en évidence près des téléphones et les dispositions de sécurité du code du travail doivent être respectées, notamment les moyens internes de secours, le désenfumage et l'évacuation des locaux.

#### 2. Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire à la réglementation en vigueur.

Les installations électriques doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation, de ruissellement ou de projection en jet. Les installations électriques sont conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement conformément à la réglementation en vigueur.

Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu, en permanence, à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### 3. Moyens de secours contre l'incendie

La défense contre l'incendie de l'établissement doit être assurée par un volume de 120 m<sup>3</sup> d'eau utilisable en 2 heures.

Les installations de traitement des matériaux ainsi que les bureaux devront comporter un nombre suffisant de façades accessibles aux moyens de secours par une voie engin stabilisée d'une largeur minimale de 3 m raccordée à la voie publique.

Le volume d'eau requis sera fourni par une ou plusieurs réserves d'incendie aménagées sur le carreau de la carrière, d'une capacité unitaire minimale de 120 m<sup>3</sup>. La première réserve doit se trouver à 400 m au plus du point d'eau le plus proche de l'entrée de l'établissement. Ces distances sont mesurées par les voies de communication d'une largeur minimale de 3,00 m permettant le passage de véhicules de secours.

La réserve d'incendie doit être maintenue pleine en permanence grâce à un dispositif de ré-alimentation ou surdimensionnée afin de garantir la permanence d'un volume utile minimum de 120 m<sup>3</sup>. Cette réserve d'eau doit pouvoir être utilisée quelque soit les conditions climatiques

Le point d'eau est relié à la voie publique par une voie stabilisée de 3 m de large utilisable en tout temps. Si la distance à parcourir est supérieure à 10 m et que la voie se termine en impasse, une aire de retournement doit être prévue.

L'utilisation de la réserve d'eau se fait à partir d'une plate-forme stabilisée de 32 m<sup>2</sup> (4 x 8 m) permettant le stationnement et la mise en œuvre d'un engin pompe tout en maintenant la circulation de poids lourds sur une voie au moins.

Le pompage s'effectue à l'aide d'une conduite fixe d'aspiration de 100 mm de diamètre. Cette conduite est munie d'une crépine à l'une des extrémités et d'un raccord AR de 100 mm convenablement orienté à l'autre. La longueur de la conduite ne doit pas excéder 10 m et la dénivelée totale doit être inférieure à 6 m, mesurée au niveau des plus basses eaux.

Cette plate forme doit être signalée conformément aux normes en vigueur et le stationnement doit y être interdit par arrêté de l'autorité de police territorialement compétente ou par le responsable de l'exploitation.

Les dispositifs et aménagements destinés à fournir l'eau nécessaire à la lutte contre les incendies doivent faire l'objet de vérification et entretiens périodiques, réalisés par leur propriétaire, afin de garantir leur accessibilité et leur disponibilité permanente.

Le système de défense contre l'incendie cité ci dessus sera complété par des moyens de secours appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, et notamment par :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux et des installations facilitant l'intervention des services de secours et d'incendie.

Les aménagements devront être soumis à l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours, pour validation des solutions retenues, avant exécution des travaux dans un délai d'un an à dater de la signature du présent arrêté.

#### ARTICLE 4.3 - Station de transit de matériaux traités, rubrique 2517

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées de manière à prévenir les envols de poussières.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voiries de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules sont prévues en cas de besoin. Le rejet des eaux de lavage dans le milieu naturel se fera suivant les dispositions de l'article 3.3 du présent arrêté.

### TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

#### ARTICLE 5.1 – PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Des prescriptions complémentaires peuvent à tout instant être imposées à l'exploitant dans les conditions prévues à l'article R512-31 du code de l'environnement susvisé.

#### ARTICLE 5.2 - MODIFICATIONS

1. Conformément à l'article R512-33 du code de l'environnement susvisé, tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
2. Conformément à l'article R516-2 du code de l'environnement susvisé, le nouvel exploitant ou son représentant doit demander l'autorisation de changement d'exploitant. Cette demande, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant, la constitution de garanties financières et l'attestation du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, est adressée au préfet.

#### ARTICLE 5.3 – AUTRES REGLEMENTS

Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle à la législation en vigueur concernant :

- les découvertes fortuites qui sont régies par la loi du 27 septembre 1941 et notamment son article 14,
- la contribution de l'exploitant à la remise en état des voiries départementales et communales qui est réglementée par le code de la voirie routière et notamment les articles L131-8, L141-9 et L113-1.

#### ARTICLE 5.4 – SANCTIONS

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, le titulaire de la présente autorisation s'expose aux sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 5.5 - NOTIFICATION - COPIE

Le présent arrêté est notifié à la société TARMAC GRANULATS par la voie administrative. Une copie est adressée :

- à Madame le Maire d'Uzerche ;
- au groupement de gendarmerie territorialement compétent ;
- à la direction départementale de l'équipement ;
- à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ;
- à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales ;
- au service départemental de l'architecture et du patrimoine ;
- à la direction départementale des services d'incendie et de secours ;
- au service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- à la direction régionale de l'environnement ;
- à la direction régionale des affaires culturelles ;
- à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;
- à l'Institut National de l'Origine et de la Qualité,
- à l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Industrie et des Mines, Inspecteur des Installations Classées à Brive la Gaillarde.

ARTICLE 5.6 - RECOURS

Cette décision peut être contestée par le pétitionnaire, il dispose d'un délai de deux mois à partir de la notification pour saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux. Il peut également, dans ce délai, saisir le Préfet d'un recours administratif. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux de deux mois.

Pour les tiers, il est prévu un délai de recours contentieux contre l'autorisation d'exploiter de 6 mois à compter de la publicité donnée à la déclaration de début d'exploitation. Pour les actes autres que les autorisations, le délai applicable aux recours des tiers est de 4 ans.

ARTICLE 5.7 - INFORMATION DES TIERS

Il sera fait application des dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement susvisé pour l'information des tiers :


- Une copie du présent arrêté sera déposée dans la mairie d'Uzerche où elle pourra être consultée. Un extrait y sera affiché pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins de Mme le Maire d'Uzerche.
- Ce même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Corrèze.

ARTICLE 5.8 - EXECUTION

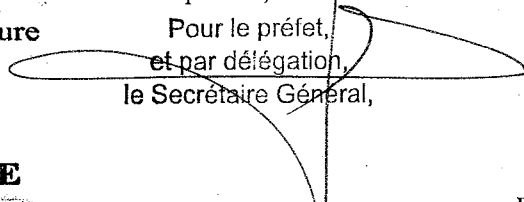
Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin et l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Industrie et des Mines, Inspecteur des Installations Classées à Brive la Gaillarde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Pour copie conforme  
Et par délégation  
L'attaché de préfecture

  
**Françoise GODE**

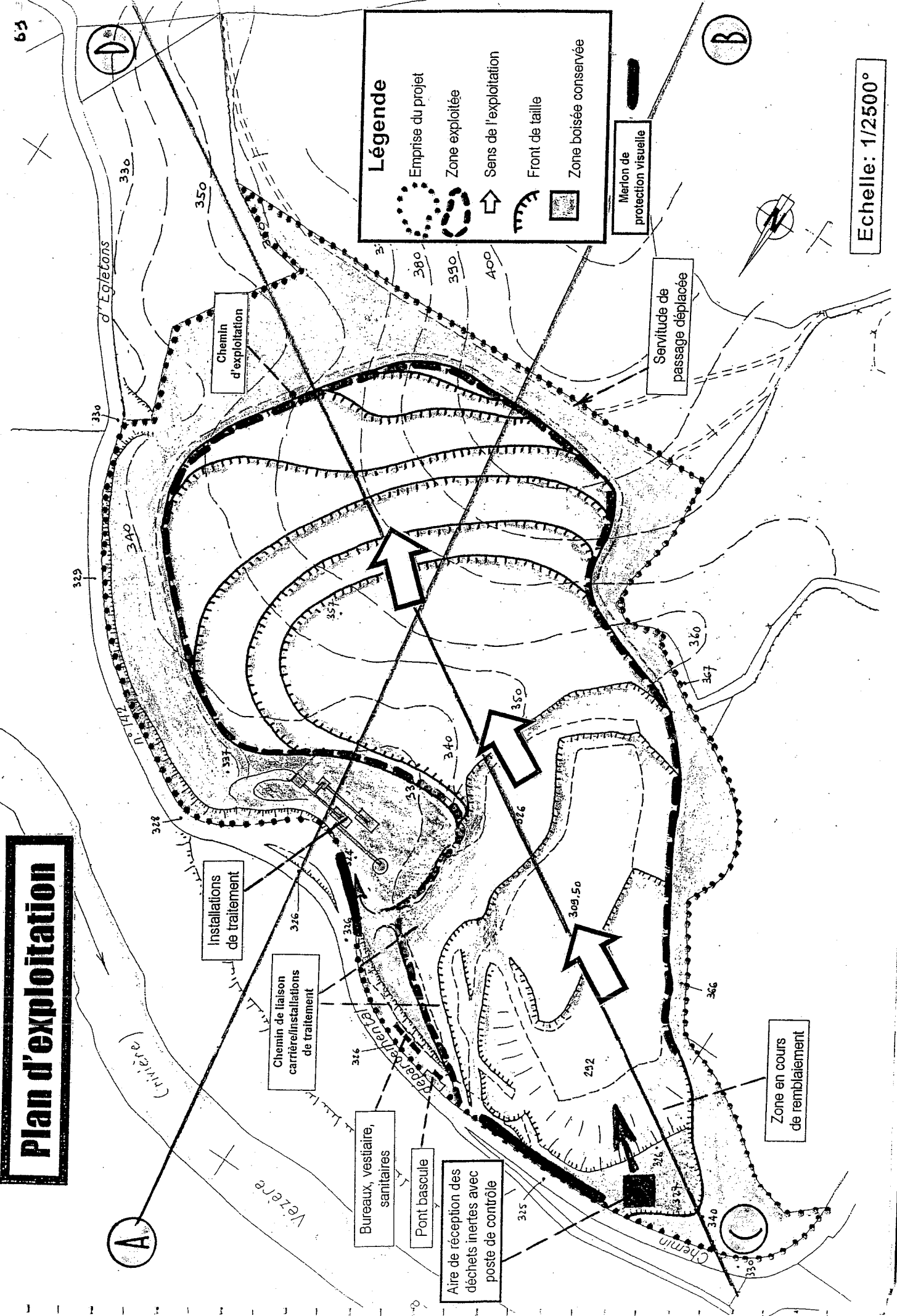
Fait à Tulle, le **26 NOV 2008**  
le préfet,  
Pour le préfet,  
et par délégation,  
le Secrétaire Général,



François Bonnet



# Plan d'exploitation



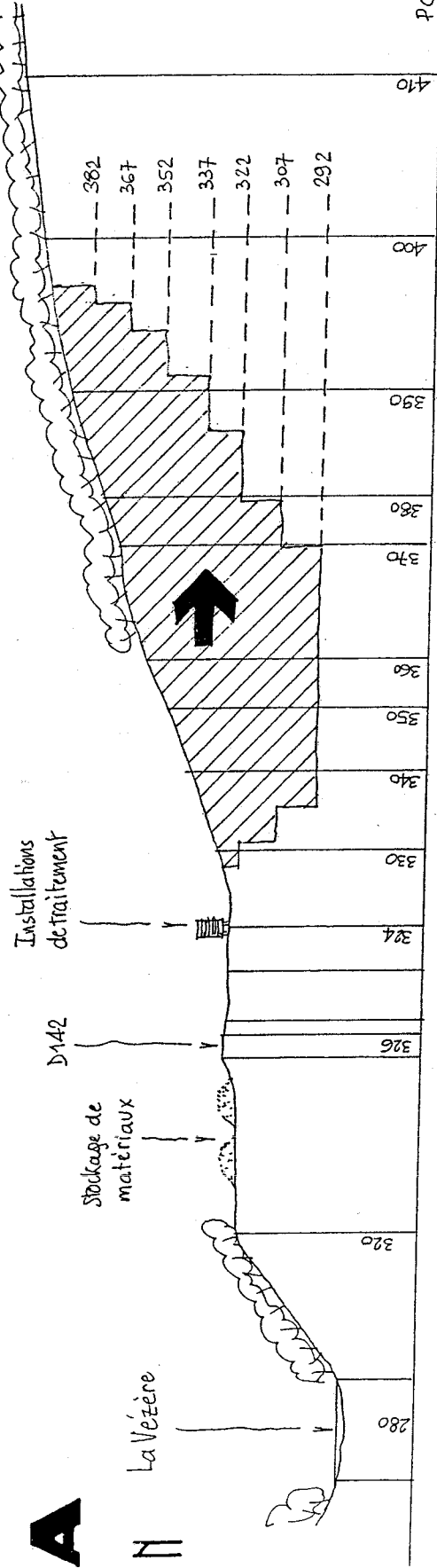
**Légende**

- Emprise du projet
- Zone exploitée
- Sens de l'exploitation
- Front de taille
- Zone boisée conservée
- Merlon de protection visuelle

Echelle: 1/2500°

**B**

S



# Coupes d'exploitation

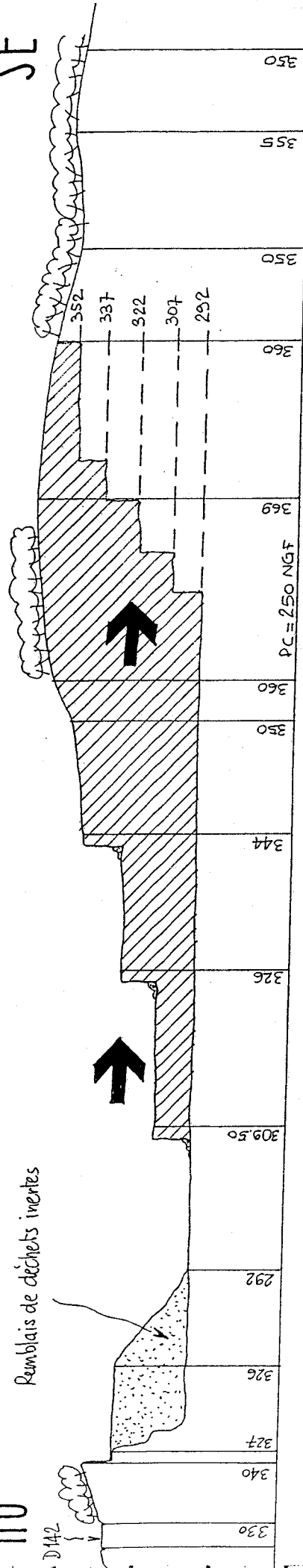
**Légende**

→ Sens de l'exploitation

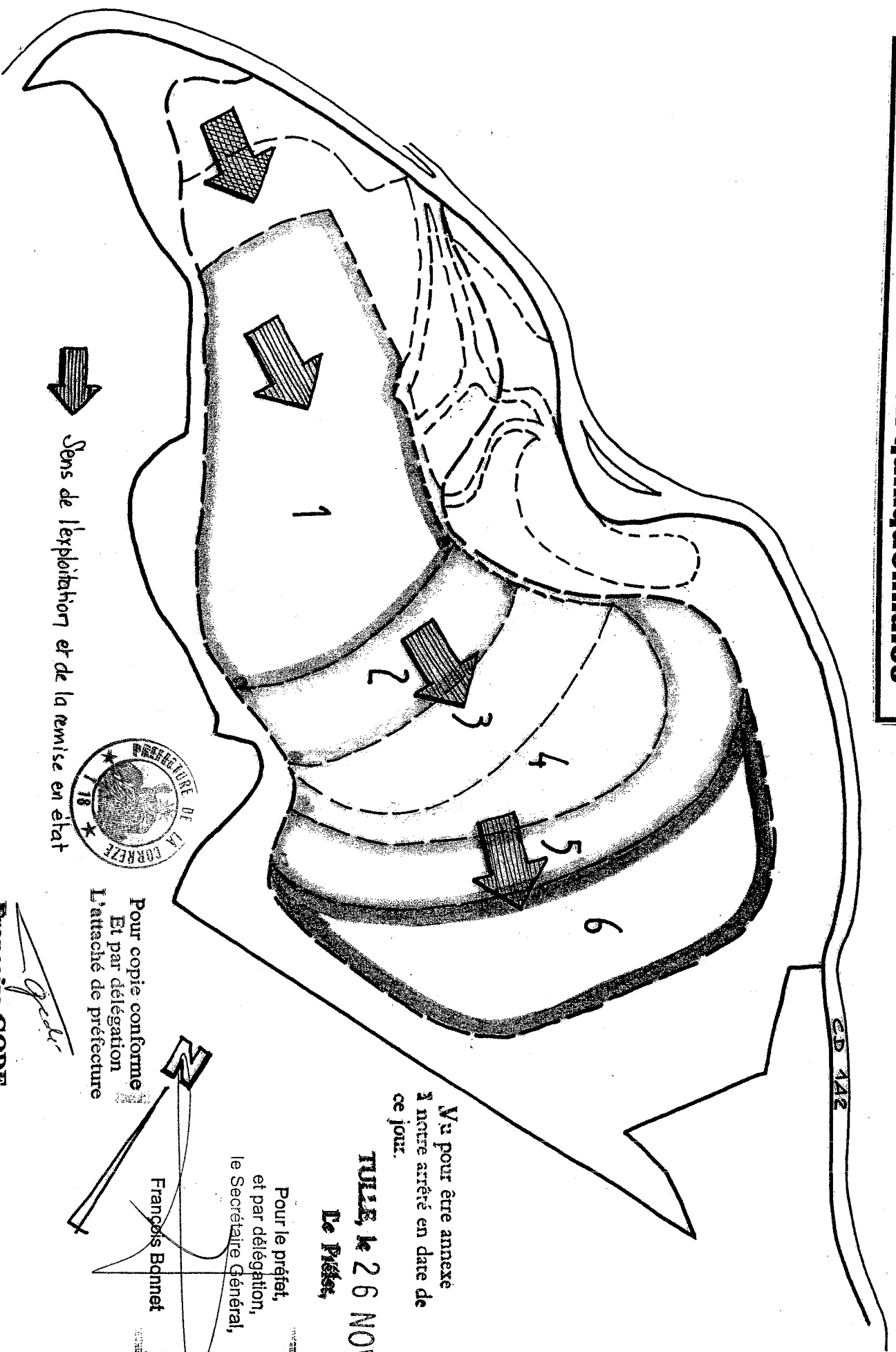
▨ Volume à extraire


**D**

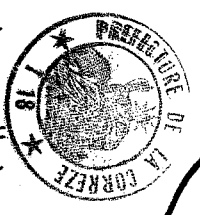
SE



# Phases d'exploitation quinquennales




  
 Sens de l'exploitation et de la remise en état



Pour copie conforme  
 Et par délégation  
 L'attaché de préfecture

Vu pour être annexé  
 à notre arrêté en date de  
 ce jour.

**TULLE, le 26 NOV 2008**  
**Le Préfet,**

Pour le préfet,  
 et par délégation,  
 le Secrétaire Général,

François Bonnet

Françoise GODE

Echelle : 1/25000

